



1er mai 2024

Journée internationale de lutte des travailleurs et des travailleuses

L'actualité récente confirme les leçons qu'on peut tirer du siècle dernier : les travailleurs, travailleuses et les peuples sont les seules victimes de la guerre et de ses destructions, alors que les capitalistes et les marchands d'armes en tirent d'énormes profits.

C'est pourquoi le mouvement syndical agit depuis toujours pour l'unité internationale des travailleurs, travailleuses et pour la paix.

Nous nous prononçons pour un cessez le feu sur tous les fronts, en particulier en Ukraine et à Gaza.

Pour les mêmes raisons, nous condamnons la politique d'Emmanuel Macron et de son gouvernement, toujours plus réactionnaire et autoritaire, ainsi que de tous ceux qui, se situant sur le terrain du racisme et de la xénophobie, divisent les rangs des travailleuses et des travailleurs.

Alors qu'il maintient un plan pluriannuel de 413 milliards de dépenses militaires, le gouvernement annonce des mesures d'austérité qui ne peuvent que détruire encore plus les services publics. Il annonce un train de mesures contre les jeunes, les salarié-es, les retraité-es, les chômeur-euses.

Sous prétexte de simplification des normes, il prépare une remise en cause du code du travail. Le droit de grève est menacé par une proposition de loi.

Les profits des entreprises du CAC 40 se sont élevés à 145 milliards d'euros en 2023. Dans le même temps, des fermetures d'entreprises et des licenciements ont lieu sur l'ensemble du territoire.

L'inflation ne faiblit pas et impacte les revenus les plus faibles, faisant baisser le pouvoir de vivre des travailleur-euses, retraité-es et chômeur-euses.

Nous revendiquons :

- L'augmentation des salaires, du point d'indice des fonctionnaires, des retraites et des minima sociaux,
- L'abrogation de la réforme des retraites (64 ans) et l'ouverture de négociations sur les retraites pour un retour à 60 ans,
- La création de postes et le recrutement de fonctionnaires en nombre suffisant, la suppression de la précarité,
- La préservation de nos emplois, en faisant primer la dimension sociale et écologique sur la recherche de profits ;
- L'abandon du « choc des savoirs », la création de postes d'enseignant(e)s et de personnels,
- L'abrogation de la réforme de l'assurance chômage,
- La défense du droit de grève et des libertés syndicales, ainsi que le renforcement des droits syndicaux dans les secteurs privé et public.

Nantes, le 17 avril 2024

Rendez-vous à Nantes

10H30 – Place de Bretagne